

Bulletin du FMI

Nouvelle étude du FMI

La hausse des prix risque de faire basculer certains pays

Bulletin du FMI en ligne
1^{er} juillet 2008

- Les pays les plus pauvres sont les plus durement touchés par la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires
- Une étude du FMI indique que certains pays sont au point de basculement
- M. Strauss-Kahn propose une approche souple privilégiant la coopération

Selon une nouvelle étude du FMI, la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires a des répercussions partout dans le monde mais ses effets les plus aigus sont ressentis par les pays pauvres et à revenu intermédiaire tributaires d'importations, qui sont aux prises avec des problèmes de balance de paiements, une accélération de l'inflation et une aggravation de la pauvreté.

Fondée sur une analyse des problèmes de politique macroéconomique résultant de la hausse des prix, l'étude explique que beaucoup de gouvernements devront modifier leurs politiques par suite du choc des prix alors que la communauté internationale devra faire sa part pour s'attaquer à ce problème d'envergure mondiale.

Dans les pays avancés, la hausse des prix des combustibles et des denrées alimentaires a pour effet de réduire le niveau de vie et d'accroître les difficultés qu'éprouvent les pouvoirs publics et les banques centrales à appuyer la croissance tout en contrôlant l'inflation. Dans les économies émergentes, et notamment dans certains pays à faible revenu, les enjeux sont encore plus élevés. Dans le cas des pays les plus pauvres, les prix élevés des denrées alimentaires peuvent se traduire par une pauvreté grave, la faim et la malnutrition (voir [L'envolée des cours des produits de base relance l'inflation et pèse sur les finances publiques](#)).

«Certains pays sont au point de basculement», a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, en rendant publique l'étude qui repose sur des données et des analyses d'économistes du FMI travaillant sur 162 pays.

La nécessité d'une approche mondiale

«Si les prix alimentaires augmentent davantage et si les prix du pétrole demeurent inchangés, certains gouvernements ne seront plus en mesure de nourrir leur population tout en maintenant la stabilité de leur économie. Il leur faut de bonnes options stratégiques, ainsi qu'une aide de la communauté internationale. Le problème qu'ils éprouvent est aussi le nôtre. Il s'agit d'assurer un approvisionnement adéquat en denrées alimentaires tout en conservant les avantages acquis ces dernières années en matière de réduction de la pauvreté par suite

d'une croissance plus rapide, d'une faible inflation, d'une meilleure situation budgétaire et d'une amélioration de la balance de paiements».

M. Strauss-Kahn a précisé que les résultats de l'étude mettent en évidence la nécessité d'une approche souple fondée sur la coopération entre les pays concernés, les bailleurs de fonds et les organisations internationales et visant à pallier les effets des prix élevés.

«En concertation étroite avec les pays membres, le FMI s'emploie activement à fournir des avis et de l'aide financière pour s'attaquer à leurs problèmes les plus urgents et aider à atténuer les effets de cette crise», a-t-il précisé. «Chaque pays est différent et les orientations préconisées différeront sensiblement de l'un à l'autre. Mais tous les pays pauvres et à revenu intermédiaire doivent relever un même défi, qui est de trouver les moyens de nourrir ceux qui ont faim sans compromettre la stabilité macroéconomique durement acquise».

Effets de la hausse des prix

L'enquête multipays — [*Food and Fuel Prices—Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses*](#) — est la première évaluation générale de l'effet de la hausse des prix. Ses principales conclusions sont les suivantes :

- Pour un groupe de 33 pays pauvres importateurs nets de denrées alimentaires, le coût de la hausse des prix alimentaires depuis janvier 2007 s'établit à 2,3 milliards de dollars, ou 0,5 % du PIB de 2007. Au cours de la même période, l'effet de la hausse des prix du pétrole sur 59 pays à faible revenu importateurs nets de pétrole a été de 35,8 milliards de dollars, ou 2,2 % de leur PIB (voir diaporama).
- L'inflation annuelle des prix alimentaires de 120 pays à faible revenu et marchés émergents est passée de 10 % fin décembre 2007 à 12 % fin mars 2008, alors que la hausse des prix des combustibles est passée de 6,7 % à 9 % au cours de la même période. Les données préliminaires indiquent que le problème s'aggrave.
- Les pays pauvres qui sont très dépendants d'importations alimentaires sont particulièrement vulnérables à la hausse de prix alimentaires. La part des dépenses que les ménages consacrent aux aliments dans les pays émergents et en développement est généralement supérieure à 50 %. L'étude conclut que les ménages à faible revenu sont les plus durement frappés par l'inflation des prix alimentaires et précise que la part des personnes sous-alimentées dans les pays en développement pourrait rapidement dépasser le niveau actuel de 40 % de la population totale (voir [Les économies africaines durement éprouvées par la flambée des cours des matières premières](#)).

Réactions des pouvoirs publics

On prévoit que les prix du pétrole et des denrées alimentaires demeureront à des niveaux élevés. L'offre a tardé à s'ajuster à l'augmentation de la demande de produits de base, qui est

en grande partie attribuable à la croissance économique rapide des pays émergents et en développement [voir [Prix du pétrole et des aliments – un fléchissement modéré](#)].

Le FMI travaille en concertation étroite avec les pays membres sur des mesures budgétaires, monétaires, commerciales et de taux de change, ainsi que sur d'autres mesures stratégiques, en vue de pallier les effets de la hausse des prix [voir [Pouvoirs publics : comment réagir?](#)].

Le FMI est également disposé à offrir un appui au titre de la balance des paiements et a déjà fourni une aide financière supplémentaire à sept pays à faible revenu par le truchement de la facilité concessionnelle pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Il est aussi en train de simplifier la facilité de protection contre les chocs exogènes pour la rendre plus utile aux membres du FMI et est disposé à fournir un appui aux pays à revenu intermédiaire au moyen d'accords de confirmation.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey.